

# Réhabilitation de locaux - INRAE COLMAR

28, route d'Herrlisheim

68000 COLMAR

## MAITRE D'OUVRAGE

INRAE CENTRE GRAND EST COLMAR  
28, route de Herrlisheim  
68000 COLMAR

**Lot n°9**

## ECHAFAUDAGE

### CCTP

#### ARCHITECTE :

ATELIER G5  
55 rue Kléber  
68800 THANN  
Tél : 03 89 33 15 70  
Mél : [contact@atelierg5architecture.fr](mailto:contact@atelierg5architecture.fr)

#### BE FLUIDES :

NR THERM  
rue du Pâquis  
90400 SEVENANS  
Mél : [nrtherm@gmail.com](mailto:nrtherm@gmail.com)

#### BE STRUCTURE :

SMART  
Pôle ENR, rue Pierre et Marie Curie  
68700 CERNAY  
Tél : 06 24 14 76 57  
Mél : [m.schmitt@smart-ingenierie.com](mailto:m.schmitt@smart-ingenierie.com)

#### ECONOMISTE DE LA CONSTRUCTION :

ATELIER G5  
55 rue Kléber  
68800 THANN  
Tél : 03 89 33 15 70  
Mél : [contact@atelierg5architecture.fr](mailto:contact@atelierg5architecture.fr)

Dossier	24M14
Date	26/09/2025
Phase	DCE
Indice	A

## 9.1 **GENERALITES**

### 9.1.1 **DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

#### 9.1.1.1 **PREAMBULE**

Conformément à l'article R2111-9 du Code de la Commande Publique, les normes ou documents indiqués dans ce CCTP s'entendent "ou équivalent".

#### 9.1.1.2 **CONSISTANCE DES TRAVAUX**

Les travaux du présent lot comprennent toutes les fournitures, façons et tous transports nécessaires à la réalisation des ouvrages, définis dans le présent C.C.T.P., et relatifs à la réhabilitation de locaux au centre INRAE de COLMAR.

#### 9.1.1.3 **CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES**

Ce C.C.T.P. a pour objet de faire connaître le programme général de l'opération et de définir les travaux des différents corps d'état et leur mode d'exécution. Il n'a aucun caractère limitatif.

En conséquence, il demeure convenu que moyennant le prix porté sur l'acte d'engagement ou servant de base contractuelle, chaque entrepreneur devra l'intégralité des travaux nécessaires au complet et parfait achèvement des ouvrages de son lot, en conformité avec les plans, la réglementation et les normes contractuellement réputées connues.

Chacun des entrepreneurs participants à l'opération est réputé avoir parfaite connaissance de l'ensemble des documents constituant le CCTP.

#### 9.1.1.4 **CONDITIONS GÉNÉRALES**

Connaissance des travaux :

La nomenclature des travaux du présent lot a été analysée avec le plus grand soin possible dans le présent C.C.T.P.

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) a pour objet la description des travaux et des particularités de l'opération.

L'entrepreneur est tenu d'en prendre connaissance dans sa totalité et ne pourra se prévaloir d'une non connaissance des travaux confiés à son corps d'état.

De même, l'entrepreneur est tenu de consulter les plans et les détails fournis à l'appui du présent document, il ne pourra jamais prétendre les avoir ignorés.

L'entrepreneur est tenu de procéder à une vérification approfondie des documents qui lui seront remis en vue de l'établissement de ses prix unitaires et de signaler le cas échéant, à l'Architecte, les erreurs, contradictions ou omissions qu'il pourrait constater et ceci pendant la période d'étude de sa proposition; en tout état de cause, jamais après la remise de celle ci.

#### 9.1.1.5 **DOCUMENTS DE REFERENCE**

Tous les ouvrages du présent lot devront répondre aux exigences des textes en vigueur, notamment :

- DTU et normes en vigueur NF et EN
- Textes législatifs et réglementaires, annexes et règles de calculs applicables au présent lot
- Cahiers de prescriptions du CSTB applicable au présent lot
- Cahier des charges des règles professionnelles applicables aux S.E.L.
- Cahier des charges des règles professionnelles applicables aux enduits, chapes, dalles à base de liants
- Cahier des charges des règles professionnelles applicables aux planchers chauffants
- Toutes directives, procédés, agréments, Avis technique applicables aux matériaux mise en oeuvre par le présent lot
- Eurocodes

Toutes les normes, arrêtés et règlements complémentaires en vigueur à la date de signature du présent document.

##### 9.1.1.5.1 **Connaissance des documents contractuels**

Chaque entrepreneur est réputé être en possession et connaître parfaitement tous les documents contractuels visés ci-dessus, applicables aux travaux de son marché.

Les entrepreneurs devront dans l'exécution des prestations de leur marché, se conformer strictement aux clauses, conditions et prescriptions de ces documents.

Par documents de référence contractuels applicables aux présents marchés, il faut entendre tous les fascicules, additifs, mémentos modificatifs, errata, etc... connus à la date précise du CCAP ou à défaut, celle découlant des clauses du CCAG.

Documents réglementaires à caractères généraux :

Les entrepreneurs devront toujours respecter dans l'exécution de leurs travaux ainsi que pour les installations et l'organisation de chantier, toutes les lois et textes réglementaires dont notamment les suivants :

- REEF
- Code de la construction
- Réglementation sécurité incendie
- Textes relatifs à l'hygiène et à La sécurité sur les chantiers
- Règlement sanitaire national
- Textes légaux relatifs à la protection et à la sauvegarde de l'environnement
- Textes concernant la limitation des bruits de chantier
- Législation sur les conditions de travail et l'emploi de la main d'oeuvre
- Règlements municipaux et de police relatifs à la signalisation et à la sécurité de la circulation aux abords du chantier
- Tous autres textes réglementaires et lois ayant trait à la construction, à l'urbanisme, à la sécurité etc
- Coordination sécurité et protection de la santé sur les chantiers :

Seront applicables à l'exécution des présents marchés, les lois, autres décrets, circulaires et autres textes officiels ayant trait à la coordination sécurité, connus à la date précisée au CCAP ou, à défaut, celle découlant des clauses du CCAG.

Sur la base du plan général de coordination, l'entrepreneur devra établir un plan particulier de prévention identifiant les diverses tâches avec leur mode opératoire, les risques en fonction de ces tâches et les mesures de prévention adoptées pour assurer la protection des personnes et des biens.

L'entrepreneur sera tenu de prendre toutes les dispositions qui s'imposent et de répondre à toutes les demandes du maître d'oeuvre concernant l'intégration de la sécurité et l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé sur les chantiers.

Tous les frais en découlant pour l'entrepreneur sont réputés compris dans le montant de son marché.

#### 9.1.1.5.2 Contrôle des quantités

Le soumissionnaire se doit de contrôler les quantités indiquées dans le présent dossier de consultation. En cas d'écart de quantités ou d'omission de prestations, celle-ci devra être impérativement signalé à la remise de l'offre dans la colonne "quantité entreprise". Et le soumissionnaire devra remettre en annexe une offre complète comprenant l'ensemble des ouvrages chiffrés nécessaires à un parfait achèvement des travaux de son lot. En aucun cas les documents de base (CCTP et DPGF) ne doivent être modifiés.

L'entrepreneur disposant d'un dossier complet de consultation (plans d'architecte, CCTP, DPGF et d'une attestation de visite des lieux) ne pourra plus prétendre à un supplément de prix pour erreur ou omission après signature des marchés.

Le contrôle des quantités et la vérification du dossier de consultation se fera obligatoirement avant la remise des offres.

#### 9.1.1.6 **CONNAISSANCE DES LIEUX**

L'Entreprise est censée s'être engagée dans son marché en toute connaissance de cause. En particulier, lui sont parfaitement connus :

- le terrain et ses sujétions propres
- les contraintes relatives aux propriétés voisines
- les contraintes liées à l'activité du site
- les modalités d'accès par la voirie
- les possibilités et difficultés de circulation de stationnement
- les sujétions des règlements administratifs en vigueur se rapportant à la sécurité sur le domaine public
- l'enquête préalable concessionnaire et services de sécurité
- l'arrêt du permis de construire
- l'isolement acoustique prescrit en zone de bruit

Elle ne pourra jamais arguer que des erreurs ou omissions puissent la dispenser d'exécuter tous les travaux de sa profession ou fassent l'objet d'une demande de supplément de prix.

#### 9.1.1.7 **CONNAISSANCE DES PLANS**

L'entrepreneur devra vérifier soigneusement toutes les côtes portées aux dessins et s'assurer de leur concordance tant entre les divers plans qu'avec les bâtiments existants, s'il s'agit de rénovation ou s'il existe une mitoyenneté.

Pour l'exécution des travaux aucune côte ne devra être prise à l'échelle sur le dessin, l'entrepreneur devra s'assurer, sur place, avant toute mise en œuvre, de la possibilité de suivre les côtes et indications diverses. Dans le cas de doute, il en référera immédiatement à l'architecte.

L'entrepreneur ne pourra de lui-même modifier quoi que ce soit au projet de l'architecte, mais il devra signaler tous les changements qu'il croirait utile d'y apporter. Il provoquera tous les renseignements complémentaires sur tout ce qui lui semblerait douteux ou incomplet, il devra compléter dans les moindres détails les dessins qui lui seront soumis par l'architecte.

Faute de se conformer à ces prescriptions, il deviendra responsable de toutes les erreurs relevées au cours de l'exécution, ainsi que des conséquences de toute nature qu'elles entraîneraient.

### 9.1.2 **CONTENU DU MARCHE**

#### 9.1.2.1 **ETENDUE DES TRAVAUX**

Les travaux du présent lot comprennent :

- à partir des renseignements donnés dans le présent C.C.T.P., l'établissement des calculs, plans PAC
- la fourniture des matériaux entrant dans la composition des ouvrages,
- la mise en œuvre de ces matériaux,
- le transport et l'amenée à pied d'œuvre, y compris chargement, déchargement et toutes manutentions,
- l'établissement des zones d'intervention, y compris clôtures provisoires et protections,
- la fourniture, la pose et la dépose des engins de levage, échafaudages et de l'outillage nécessaires à la mise en œuvre,
- l'enlèvement des gravats, déchets et emballages consécutifs aux travaux du présent lot.

En outre, sont dues par l'Entrepreneur, sans que cette liste soit limitative, les dispositions suivantes, avant, en cours, et après exécution des travaux

- toutes sujétions d'échafaudage et plate-forme permettant l'accès nécessaire à l'installation des ouvrages, ainsi que la sécurité des lieux d'installation de chantier.
- les réparations des dommages éventuels causés aux installations enfouies dans le sol, ou encourus par celles qui n'auraient pu être décelées avant le commencement des travaux ou qui auraient été décelées avec une précision insuffisante.

L'Entrepreneur est chargé d'assurer la réalisation complète des ouvrages du présent lot, et ses prestations comprennent les travaux accessoires nécessaires découlant des études détaillées, même si ces travaux ne figurent pas sur les plans et documents du marché.

#### 9.1.2.2 **PROTECTION DES OUVRAGES**

Les ouvrages existants ou en cours de construction devront être protégés contre les ébranlements dus aux chocs, dépôt de matériaux, circulation d'engins, etc...

Les frais entraînés à la suite de dégradations résultant de mesures de protection insuffisantes seront à la charge de l'entrepreneur défaillant et ne seront en aucun cas imputés au compte prorata.

#### 9.1.2.3 **VERIFICATION DES COTES**

L'entrepreneur devra vérifier soigneusement toutes les côtes portées aux dessins et s'assurer de leur concordance dans les différents plans. Pour l'exécution des travaux, aucune côte ne devra être prise à l'échelle sur le dessin, l'entrepreneur devra s'assurer, sur place, avant toute mise en œuvre, de la possibilité de suivre les côtes et indications diverses. Dans le cas de doute, il en référera immédiatement à l'architecte. L'entrepreneur ne pourra de lui-même modifier quoi que ce soit au projet de l'architecte, mais il devra signaler tous les changements qu'il croirait utile d'y apporter. Il provoquera tous les renseignements complémentaires sur tout ce qui lui semblerait douteux ou incomplet, il devra compléter dans les moindres détails les dessins qui lui seront soumis par l'architecte. Faute de se conformer à ces prescriptions, il deviendra responsable de toutes les erreurs relevées au cours de l'exécution, ainsi que des conséquences de toute nature qu'elles entraîneraient.

#### 9.1.2.4 **CONTENU DES PRIX FORFAITAIRES**

Les prix forfaitaires devront comprendre toutes les fournitures, façons et accessoires nécessaires au parfait achèvement des ouvrages en conformité avec l'art de bâtir et avec les lois et règlements en vigueur, même si certaines de ces fournitures ou façons n'étaient pas mentionnées dans les documents relatifs à ces ouvrages.

L'entrepreneur ne pourra modifier ultérieurement ses prix forfaitaires en invoquant une définition insuffisante des travaux qu'il est présumé connaître parfaitement au moment de l'établissement de ces prix.

Le quantitatif est fourni par le concepteur afin de permettre la juste comparaison des offres des entreprises sur un même canevas.

Cependant, il appartient aux entreprises d'en vérifier le bien-fondé et de signaler les éventuelles erreurs ou omissions faute de quoi, elles seraient censées accepter ce quantitatif dans son intégralité.

Les éventuelles réclamations seront étudiées par le concepteur et la suite donnée sera portée à la connaissance de tous les concurrents, avant la remise des offres, après quoi aucune réclamation ne sera recevable.

L'entreprise intervenante déclare avoir visité les lieux avant remise de l'offre, pour tenir compte, éventuellement, des difficultés de réalisation.

#### 9.1.2.5 **RECEPTION DU CHANTIER AVANT TRAVAUX**

Le fait de commencer les travaux suppose que l'entrepreneur accepte les lieux tels qu'ils sont. Il devra, pour éviter tout conflit avec les autres entrepreneurs, réceptionner les ouvrages sur lesquels il aura à travailler.

S'il avait des réserves à formuler, il devrait demander l'inscription en P.V. à l'Architecte ou au coordinateur de travaux, avant tout commencement d'exécution de sa part. Passé ce délai, sa réclamation serait jugée irrecevable.

#### 9.1.3 **GESTION DE LA QUALITE**

L'entrepreneur pouvant justifier au sein de ses établissements de l'existence d'une organisation permanente de la Qualité conforme à la norme ISO 9001 et au fascicule 65A (chapitre II) est rendu autonome en matière de Qualité, il doit toutefois pouvoir justifier à tout moment et sur simple demande du Maître d'œuvre ou de l'un de ses représentants, de la réalité de la mise en œuvre du Plan d'Assurance Qualité établi pour l'exécution du Marché et approuvé préalablement à sa mise en vigueur.

Ce plan d'assurance qualité, conforme à l'article 35 du fascicule 65A, soumis au Maître d'œuvre pendant la période de préparation contient notamment :

- l'organigramme détaillé et nominatif du chantier,
- l'organisation du contrôle interne,
- la description des méthodes de mise en œuvre et des matériaux et matériels utilisés,
- la description des contrôles et de l'organisation de ceux-ci,
- les points critiques et les points d'arrêt.

#### 9.1.4 **GESTION DES DECHETS**

##### 9.1.4.1 **Directement par l'entreprise**

Si l'entreprise décide de trier elle-même ses déchets, elle devra obligatoirement suivre le processus suivant :

Elle doit éviter de mélanger les déchets suivants :

- déchets inertes
- déchets ménagers et assimilés
- déchets industriels spéciaux
- déchets d'emballage

Elle doit trouver les voies d'élimination spécifiques à chaque catégorie de déchets :

Déchets inertes

- Dirigés vers des installations de recyclage ou de stockage de classe 3

Déchets ménagers et assimilés

- Pour les matériaux recyclables, vers des installations de recyclage.
- Pour les matériaux incinérables, dirigés vers des incinérateurs agréés.
- Pour les matériaux non recyclables ou non incinérables, dirigés vers des installations de stockage de classe 2

Déchets industriels spéciaux

- Doivent être emballés et étiquetés, et confiés à des éliminateurs agréés, accompagnés d'un bordereau administratif de suivi
- Dirigés vers des installations de stockage classe 1

Déchets d'emballage

- Doivent être valorisés soit par réemploi, soit par incinération avec récupération d'énergie, soit par recyclage

Deux emplacements pour des bennes seront mis à disposition des entreprises.

**En revanche, il est absolument interdit d'utiliser les bennes INRAE.**

#### 9.1.4.2 **Par éliminateur agréé**

Si l'entreprise décide de ne pas trier elle-même ses propres déchets, elle devra obligatoirement les confier à un éliminateur agréé qui effectuera le tri ou la valorisation ou les orientera vers des installations de stockage correspondant à la nature des déchets (classe 1/2/3). Une benne compartimentée est déposée sur le chantier où les déchets sont déposés en prenant soin de ne pas y déposer de déchets industriels spéciaux (DIS) car le tri en serait affecté, voir impossible.

#### 9.1.5 **COORDINATION ET LIMITES DES PRESTATIONS**

L'entrepreneur devra réaliser ses ouvrages en parfaite coordination avec tous les autres corps d'état et notamment ceux de plomberie et d'électricité.

Il devra gratuitement toutes les réservations, incorporations et feuillures de toutes dimensions demandées par les autres corps d'état.

L'entrepreneur du présent lot devra les tracés d'implantation et de niveau nécessaires aux autres corps d'état.

Il a la charge, en qualité d'entrepreneur principal, des nettoyages périodiques et des enlèvements de gravois, dont les frais préfigureront (pour ce qui ne le concerne pas) au compte prorata.

S'il y avait une emprise quelconque sur la voie publique, la demande d'autorisation serait préalablement déposée à la Mairie ou faite par l'entrepreneur de ce lot. Toutes ces sujétions étant incluses dans ses prix et délais d'exécution.

#### 9.1.5.1 **PRESTATIONS A CHARGE DU PRESENT LOT**

Les prestations à la charge de la présente entreprise dans le cadre de son marché comprendront implicitement :

- l'établissement d'un procès verbal de réception entre le poseur et les utilisateurs
- fourniture, montage, démontage, transport et location d'échafaudages réglementaires extérieurs de façades sur pied avec une mise à disposition à l'ensemble des corps d'état sur murs de façade, selon une durée conforme au planning des travaux. .
- calage en pied et/ou répartition des charges
- montage conforme à la notice du fabricant avec plan de l'échafaudage
- la réalisation des travaux d'échafaudage prévus au marché ,
- le repliement du matériel
- le rebouchage des trous d'ancrage
- le nettoyage des ouvrages pour la livraison et la réception, sans taches ou autres
- la protection des ouvrages jusqu'à la réception

L'entrepreneur reconnaît avoir tenu compte de ces frais à l'établissement de son offre.

#### 9.1.6 **EXECUTION DES TRAVAUX**

##### 9.1.6.1 **GÉNÉRALITÉS**

##### 9.1.6.1.1 Travaux préparatoires

Reconnaissance des lieux :

En complément des documents graphiques et écrits contenus dans le Dossier de Consultation, les Entreprises doivent (préalablement à la remise de leurs offres forfaitaires) prendre connaissance "in situ" du site, de son environnement, des conditions d'accès, des aires de stockage possibles, etc. Ces Entreprises ne peuvent en aucun cas après remise de leur offre prétexter une méconnaissance du site pour faire valoir des prestations ou des travaux supplémentaires à leur offre initiale (aucun supplément de prix ne lui sera accordé si les renseignements dont elles ont pris connaissance étaient inexacts ou incomplets).

L'entreprise devra tenir compte de l'ensemble de ces contraintes et intégrer les répercussions financières dans son offre suivant l'ensemble des documents établis par la Maîtrise d'oeuvre dont les plans, le calendrier prévisionnel, les pièces générales et particulières du marché.

L'entrepreneur ne pourra en aucun cas prétendre à une quelconque plus-value pour l'ensemble de ces contraintes.

##### 9.1.6.1.2 Réception des supports

Les échafaudages seront réceptionnés contradictoirement par procès-verbal, entre les entreprises concernées, assistées du maître d'oeuvre, avant exécution des premiers travaux devant être réalisés à l'aide de l'échafaudage.

Cette réception sera faite en présence du maître d'oeuvre, de l'entrepreneur ayant réalisé les supports et de l'entrepreneur du présent lot.

En l'absence de réserves formulées lors de la réception des supports, ceux-ci seront considérés comme réceptionnés par l'entreprise du présent lot.

##### 9.1.6.1.3 Sécurité générale

L'entrepreneur procédera à la mise en place de tous les dispositifs adéquats assurant la protection contre les chutes, les projections et la poussière

- signalisation sur échafaudage,
- établissement, en accord avec le maître d'oeuvre, d'itinéraires spécifiques pour la desserte de chantier,
- établissement de clôtures provisoires délimitant les zones de travaux,
- mise en place de passerelles ou de déviations provisoires lors des opérations de raccordements des réseaux.

##### 9.1.6.1.4 Nettoyage des voies publiques

L'entrepreneur doit assurer le nettoyage de la voie publique sur une distance de 200 m de part et d'autre de chacune des sorties de chantier.

##### 9.1.6.1.5 Ouvrages existants et leurs abords

Dans l'emprise du chantier, l'entrepreneur devra repérer les divers réseaux existants et en assurer la protection pendant toute la durée des travaux.

Au cas où certains de ces réseaux devraient être déviés provisoirement, il aura à sa charge les frais de dérivation correspondants.

Dans le cas de modifications ou de dérivations définitives, les travaux seront à la charge des entrepreneurs ou administrations concernés.

L'entreprise assurera sous sa responsabilité pleine et entière, la protection et la bonne tenue des immeubles voisins et devra être titulaire d'une assurance spéciale, couvrant les risques aux existants pendant toute la durée du chantier et garantissant le Maître d'Ouvrage et le Maître d'oeuvre contre tous recours des voisins.

Par ailleurs, l'entreprise devra réparer à ses frais, toutes dégradations de son fait, causées aux ouvrages de la voie publique ainsi qu'aux

propriétés voisines, affectées par les travaux.

Il sera prévu la protection des végétaux, la taille si nécessaire et la remise en état après travaux.

9.1.6.1.6 **Dispositions de coordination avec les autres entreprises et intervenants**

Les échafaudages devront satisfaire l'ensemble des normes de sécurité concernant :

- les ouvriers travaillant sur les échafaudages
- la protection des biens et des personnes avoisinant le chantier

L'entrepreneur effectuera les démarches, demande et autorisation nécessaire pour mise en place sur voiries publiques et privées. Les retouches, raccords sur ouvrages finis dégradés (imputées au responsable si celui-ci est connu, au compte prorata le cas contraire)

Afin que le maître d'oeuvre puisse coordonner la circulation des autres intervenants, l'entrepreneur l'informer des délais de mise en service.

9.2 **ECHAFAUDAGE**

9.2.1 **Échafaudage courant**

Mise en oeuvre d'échafaudages métalliques avec en éléments tubulaires modulaires emboîtables équipé de plancher et plinthe jointive (protection contre les chutes de matériel et matériaux), garde corps (protection contre les chutes), escaliers ou échelles d'accès à chaque niveau (dispositif interdisant l'accès à une personne étrangère au chantier).

Les prix comprennent l'amenée du matériel, le montage, le démontage, le repliement en fin de travaux et toutes les projections nécessaires suivant les normes de sécurité en vigueur.

L'échafaudage sera mis en place au niveau du bâtiment de liaison (bâtiment principal) sur toute la hauteur des façades Nord et Sud conformément aux normes et à la réglementation. La hauteur sera suffisante pour permettre l'exécution des travaux en façade.

L'échafaudage sera prévu pour être mis en place sur toutes les façades à traiter.

Lors du démontage de l'échafaudage, les ancrages (autres que trous) sont à supprimer, les trous sont à reboucher, y compris raccords d'enduit.

L'échafaudage devra être mis en place au démarrage des travaux jusqu'au niveau + 1 ml des rives de toiture (compté dans le mode de météré).

Mise en oeuvre :

- conformément aux prescriptions de la réglementation en vigueur imposée par les services de l'Inspection du Travail et de la Sécurité Sociale
- montage conforme à la notice du fabricant avec plan de l'échafaudage
- calage en pied et/ou répartition des charges
- type et répartition des ancrages sous la responsabilité de l'entrepreneur
- mise en oeuvre à 20 cm des murs de façades avec protection des sols et toitures par bâches
- dépose après travaux des lots concernés et en accord avec le maître d'oeuvre comprenant aussi la réparation des éventuelles dégradation

Compris dans l'offre :

- la protection des végétaux, la taille si nécessaire et la remise en état après travaux.
- dispositif de sécurité pour le montage de l'échafaudage
- les démarches, demandes et autorisations nécessaires pour mise en place sur voiries publiques et privées y compris frais s'y rapportant
- démontage et remontage ponctuellement suivant la nécessité du chantier
- la plus-value pour passages piétons par plateaux élargis au droit des accès du bâtiment par sas de protection (protection des ouvriers de chantier ainsi que des utilisateurs des bâtiments des chutes de gravois) compris sas de protection des espaces publics (trottoirs) et sas de protection des entrées principales (protection des ouvriers de chantier ainsi que des utilisateurs des bâtiments des chutes de gravois)
- compris plus-values nécessaires pour difficultés tel que débords de toiture et toutes sujétions pour mise en oeuvre
- escaliers d'accès au moyen de plancher à trappes
- filet de protection pour chutes de gravois
- garde-corps de protection au-dessus des rives
- signalisation diurne et nocturne des travaux (si nécessaire)
- toutes demandes spécifiées dans le PGC tel que plus-value pour encorbellement ou protection antichute complémentaire sur toute la périphérie du bâtiment.
- y compris toutes sujétions au droit des chemins de câbles existants et conservés
- classe d'échafaudage : selon indication du CSPS

Caractéristiques :

- hauteur moyenne indicative: ht 7.00 m en façade Nord et 6.40 m en façade Sud
- largeur de l'échafaudage : 0.60 m minimum passage libre
- durée de mise à disposition : selon planning des travaux
- état des lieux : plat en façade Nord et en légère pente en façade Sud avec escalier d'accès existant

9.3 **Signatures**

A \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_ (\*) L'Entrepreneur

\* Mettre lieu, date et signature précédée de la mention manuscrite " lu et approuvé" et cachet de l'entreprise